

Le droit à la métropole (p. 3)

Supplément à l'Humanité

Communiste

www.pcf.fr

Lien d'échanges et de communication

2, place du Colonel-Fabien - Paris 19^e - Comité de rédaction: Jacques Chabalière - Guénolé Fournet - Yann Henzel - Méline Le Gourriérec - Jean-Louis Le Moing - Yann Le Pollotec - Emilie Lecroq - Julia Castanier - Denis Rondepierre - Lydia Samarbakhsh - Gérard Streiff - Julien Zoughebi - Directeur: Jean-Louis Le Moing
Rédaction: Gérard Streiff (Tél.: 01 40 40 12 41) - Mèl: communistes@pcf.fr - Relecture: Jacqueline Lamothe - Mise en pages: Zouhair@NAKARA.info (Tél.: 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous
Creative Commons
BY-NC-SA

Des communistes à l'initiative

SERVEZ-VOUS

Prochaine émission
Expression directe (PCF)
à partir de
mercredi 13 décembre



Les vœux de
Pierre Laurent,
secrétaire national,
et d'Isabelle De Almeida,
présidente du CN

auront lieu :

lundi 15 janvier 2018
à partir de 18 heures,
au siège du PCF

VIDÉO

CHAQUE MARDI
SUIVEZ

EN DIRECT

LE POINT PRESSE
DES
DÉPUTÉ.E.S
COMMUNISTES

11h45 - 12h00



Images d'une actualité militante :

Le député Fabien Roussel démonte le mécanisme des paradis fiscaux, plus d'une centaine de milliers de vues sur Internet (1) ; projection débat à Nevers du *Jeune Karl Marx* sous les auspices de la revue *Cause commune* (2) ; soirée d'étude sur la Révolution d'Octobre à la fédération de Moselle (3) ; visite de l'eurodéputée Marie-Pierre Vieu dans le Gard (4).



Congrès 2018, mode d'emploi

Lors de la réunion de la direction communiste du 1^{er} décembre, Isabelle De Almeida (voir le n° 704 de *CommunisteS*), après avoir traité des états généraux du progrès social, abordait le second point de l'ordre du jour : la feuille de route en vue du congrès. Elle proposait une méthode pour sa mise en œuvre.

L'objectif, dit-elle dans son rapport, est de repenser l'action et les ambitions du PCF en ouvrant quatre chantiers.

1. Les luttes et le combat communiste aujourd'hui.

Comment avancer concrètement dans l'élaboration d'un projet communiste du 21^e siècle ? Le rapport propose un foisonnement de pistes : le travail (cet enjeu est lié aux états généraux du progrès social) ; l'écologie (« Il y a toujours, dans le regard que portent sur nous les gens, un divorce entre communisme et écologie ») ; le droit des femmes (faire en sorte que « l'exigence d'égalité et la lutte contre les violences sexistes deviennent un point de repère du projet communiste de notre temps ») ; les actions dans le domaine de l'art, de la culture et de l'éducation populaire ; la lutte pour la paix ; les institutions de la République (situation des communes, l'égalité des territoires, la réforme des institutions) ; les solidarités concrètes (avec l'ambition d'en faire une pratique régulière des communistes) ; la lutte contre le racisme : la Révolution numérique (« Il s'agit [ici] de disputer le pouvoir au capitalisme, en s'appuyant sur les contradictions qu'elle génère et sur les possibles qu'elle ouvre »).

« A partir de ce foisonnement d'initiatives, de débats et de

contributions, estime Isabelle De Almeida, il faudra mener une réflexion globale sur le sens de notre projet communiste en vue de l'élaboration de la base commune. »

Sur chacun de ces axes, le rapport propose la mise en place de groupes de travail, les noms des responsables des différentes équipes et de premières échéances (journée de travail, assises, convention, colloque, publication de documents...).

2. Notre démarche de rassemblement

L'objectif est double : produire un document d'analyse sur l'état de la société française et « mettre sur pied une proposition d'orientation de notre démarche stratégique de transformation et de rassemblement, sur la base d'un bilan de la période écoulée et des enjeux de la période nouvelle. »

3. Les transformations du Parti.

Il est ici question de définir l'organisation que nous devons être et les transformations concrètes pour y parvenir, sur des thématiques comme le Parti et les classes populaires, les nouveaux modèles d'organisation dont nous avons besoin, notre politique de formation, notre communication, la conception et le rôle de nos directions.

4. Les élections européennes

Quel doit être le sens de notre campagne en 2019, et le type de listes que nous voulons construire ?

Le rapport précise ensuite une méthode de travail.

Chaque équipe de travail devra faire appel au maximum de compétences. « Nous visons des élaborations collectives, où chaque individu communiste disposera, en permanence, des moyens et de la possibilité de s'informer de l'état d'avancée des questions, des choix, et pourra faire avancer la réflexion commune. »

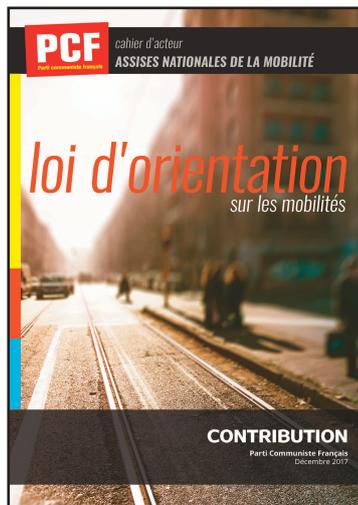
Il conviendra de se saisir des outils numériques (présentés le 18 novembre), pour ouvrir des chantiers participatifs, étant entendu que les formes « classiques » de participation demeurent pertinentes.

Chaque chantier produira et mettra en ligne un texte d'orientation, pointera les attendus du sujet, les lignes de force, les points en débat, la nature des choix qui seront à faire. Tout ce travail se fera de fait à partir du site. Une news letter du congrès, hebdomadaire, fera le point sur les avancées des débats (dès décembre).

Début juin, « ce travail de foisonnement d'idées, de portes d'entrée multiples, d'appropriation en temps réel, débouchera sur l'adoption d'une base commune, rédigé à partir du travail produit dans les chantiers ». La commission chargée de la rédaction de la base commune sera élue par un CN réuni en février. Et la commission des candidatures sera mise en place au CN de juin. ✪

Pour plus de détails (liste des responsabilités, composition des commissions, calendrier) on se reportera au texte intégral de l'intervention d'Isabelle De Almeida sur le site du PCF.

Assises nationales de la mobilité



A cette occasion, le PCF présente ses propositions qui seront défendues lors des débats sur la loi d'orientation des mobilités au 1^{er} trimestre 2018.

États généraux du progrès social du 3 février 2018

QUELQUES INFORMATIONS SUR LE DÉROULÉ DE LA JOURNÉE :

- Matinée 9 h - 12 h : tenue de 4 ateliers
 - sur le travail et l'emploi (dans les Hauts-de-Seine),
 - sur l'industrie (à Paris au siège national du PCF),
 - sur les services publics (à Ivry-sur-Seine dans le Val-de-Marne),
 - sur le logement (à Saint-Denis en Seine-Saint-Denis).

Les ateliers déboucheront sur des propositions politiques, des initiatives qui seront répertoriées et permettront de nourrir des campagnes politiques dans chaque domaine. L'enjeu de l'utilisation de l'argent étant transversal, nous ne ferons pas d'atelier sur l'utilisation de l'argent, nous le traiterons dans chaque atelier en veillant à la présence d'une partie financement dans la restitution de chacun d'eux.

Des groupes de travail se sont mis en place pour préparer chaque atelier.

Après-midi 14h-17h : réunion en plénière (salle des fêtes de la Mairie de Montreuil)

La plénière débouchera sur une adresse qui interpelle le gouvernement, les autres forces politiques. Elle invitera à poursuivre ce qui aura été initié lors de cette journée sous une forme à déterminer, proposera un prochain rendez-vous national. Elle restituera les ateliers et verra des prises de parole d'acteurs-trices de luttes, de personnalités, de parlementaires et de Pierre Laurent.

Plusieurs parlementaires ont déjà confirmé leur présence : André Chassaigne, Stéphane Peu, Pierre Laurent, Eliane Assassi, Laurence Cohen, Fabien Gay, Pascal Savoldelli. ✪

Expo 1917, le catalogue

• Bien plus qu'un catalogue, cet ouvrage nous offre, à travers ses 110 affiches, majoritairement russes et couvrant la période de 1917 à 1924 contextualisées et intégralement traduites, une plongée abrupte dans l'univers de luttes, d'enthousiasmes et de détresses qui engendrent et suivent immédiatement la Révolution d'Octobre 1917.

De 1914 à 1923, pendant presque dix ans, la Russie est en guerre : contre l'Allemagne jusqu'en 1917, en guerre civile ensuite, guerre de classes et de factions, chaos indescriptible et violent, amplifié par l'intervention des troupes étrangères de l'Entente Cordiale et de l'extension des combats à la Pologne, à l'Ukraine, à la Finlande, qui laissent un Etat et une société russe démantelés, exsangues, au début des années 20.

Mais ces affiches témoignent également de l'ébullition créatrice exceptionnelle qui accompagne les ferveurs populaires de mars et d'octobre 1917 : couleurs, formes, codes, conventions, tout est remis en question, bousculé, transgressé... L'imagination, l'invention et l'audace sont à l'œuvre : il ne suffira pas que les mots d'ordre et les slogans des affiches soient "justes", l'iconographie devra s'y marier en innovant radicalement sur le plan esthétique.

Ces œuvres graphiques portent la marque de l'âpreté du combat politique qui se livre : la rage, la joie, l'espoir populaires y transparaissent - dans le mouvement et l'épaisseur des traits, la composition, les couleurs, les tons des images. L'affiche politique, ici, ne se veut pas seulement accompagner l'élan révolutionnaire, elle se veut élan révolutionnaire elle-même...

Ce bouleversement graphique, porteur des élans d'une multitude opprimée des siècles durant, émergeant à peine de l'absolutisme, éclate à chaque page de ce volume de 112 pages, qui conserve intégralement la trace de l'exposition issue de la collection personnelle d'Alain Gesgon (fondateur du Centre d'étude de recherche sur l'imagerie politique, CIRIP), ouverte au public du 12 octobre au 4 novembre 2017 à l'Espace Oscar Niemeyer à Paris. ✪

Pour commander :

Chèque de 25€ (20 € + 5€ de frais de port)

à l'ordre de PCF, à renvoyer à :

Parti communiste français / Secteur Archives et mémoire
2, place du Colonne-Fabien - 75019 PARIS

Contact : 1917@pcf.fr



Le droit à la métropole

Cinquante ans après l'appel d'Henri Lefebvre pour le Droit à la ville, les "Rencontres Niemeyer", rendez-vous de débat sur la ville, l'habitat et l'égalité des territoires, ambitionne cette année de dessiner le projet d'un grand Paris populaire. Une journée dont les communistes devraient se nourrir au moment même où ils revisitent leur propre projet. Entretien avec Isabelle Lorand, membre de la direction du PCF, animatrice des "Rencontres Niemeyer", adjointe au maire de Vitry-sur-Seine (94).



Communistes LE 26 JANVIER PROCHAIN SE DÉROULERA LA 4^e ÉDITION DES "RENCONTRES NIEMEYER". PEUX-TU NOUS REDIRE LE SENS DE CETTE INITIATIVE ?

ISABELLE LORAND : Depuis la nuit des temps, de Jules César à de Gaulle en passant par Charlemagne ou Louis XIV, tous les grands projets politiques étaient appuyés sur une politique d'aménagement des territoires : des voies romaines au TGV ou aux villes nouvelles. Au-delà de l'adhésion à ces politiques, elles avaient en commun d'être le fait de la puissance publique. Nous vivons depuis une évolution saisissante. Les enjeux stratégiques comme les grandes infrastructures de transport ou les vastes territoires urbains en devenir sont désormais laissés au privé. Ainsi, près du quart de l'agglomération parisienne est cédé aux intérêts particuliers du marché. C'est désolant. Mais il ne suffit pas de protester. Il y a débat sur le chemin à prendre. Il nous faut travailler à apporter des réponses modernes aux enjeux contemporains avec une boussole : l'égalité des territoires.

Communistes LE THÈME DE LA PROCHAINE RENCONTRE EST "INVENTONS LE GRAND PARIS POPULAIRE". POURQUOI ?

I. L. : Quand on demande aux habitants de l'agglomération parisienne comment ils voient l'avenir de leur ville, on constate que dans leur tête c'est indissociable de la question du Grand Paris ; ils ont bien compris que leur territoire de vie s'est agrandi, avec des avantages (métro, tramway, cultures, cosmopolitisme...) et des inconvénients (des prix qui montent et deviennent inabordable). Alors que le débat politique est aujourd'hui centré, confisqué, sur la seule question : "quelles institutions ?, les habitants, eux, ne sont pas dans "l'institutionnel" ; ce qu'ils veulent c'est le beurre et l'argent du beurre.

Ils ne veulent pas que cela se traduise par le départ des plus modestes ou des catégories moyennes. Cette exigence est justifiée. Evidemment c'est un enjeu politique très important. Et dans un territoire où l'influence communiste demeure importante - et au-delà, car il y a de très nombreux maires attachés à leur ville et au droit d'y habiter - la bonne question est : qu'est ce qu'on construit comme projet permettant d'avoir le beurre et l'argent du beurre ?

Communistes LE 26 JANVIER, IL Y AURA DES DÉBATS, DES ATELIERS. COMMENT DÉFINIR L'ESPRIT DE CETTE JOURNÉE ?

I. L. : La métropole, c'est la très très grande ville. Cela amène des choses tout à fait nouvelles : la connexion au monde, le déplacement... D'avoir autant de possibilités fait grandir les aspirations, les imaginaires. Si tout le monde comprend bien qu'on est en face de quelque chose de nouveau, est-ce qu'on mesure pour autant ce que représente ce "nouveau" ? Donc la matinée va être consacrée au diagnostic. Si on veut transformer quelque chose, il faut commencer par bien le connaître. Et l'après-midi, forts d'une ambition qui est le grand Paris populaire, et en se disant qu'on peut agir, on compte travailler quatre enjeux : le droit de se loger au cœur de la métropole ; la place de l'industrie en zone urbaine dense ; il y a la question écologique (habitations, transport) ; et la dimension culturelle, tant à Paris qu'en banlieue. Alors que trois quarts des Français sont attachés à la commune, l'Élysée dessine des institutions jupitériennes pour le Grand Paris. Tout cela bien à distance des habitants, il est grand temps de mettre le grand public au cœur du débat. ✪

Propos recueillis par Gérard Streiff

ISRAËL/PALESTINE Macron doit prendre une initiative de médiation pour la solution à deux Etats

Les déclarations de Donald Trump du 6 décembre, considérant de manière unilatérale Jérusalem comme capitale d'Israël, violent le droit international et éloignent la perspective d'une paix juste et durable entre Israéliens et Palestiniens en niant les résolutions adoptées par l'ONU pour y parvenir. Rien ne serait pire que de prendre acte de la décision américaine sans réagir : la reconnaissance, aux côtés d'Israël, de l'Etat palestinien dans les frontières de 1967 et avec Jérusalem-Est pour capitale doit devenir une priorité des gouvernements attachés à la paix, au respect du droit et à une solution politique juste.

La décision étatsunienne a été dénoncée et condamnée lors de la réunion du Conseil de sécurité de l'ONU du 8 décembre et, le 9 décembre, par les membres de la Ligue arabe réunis au Caire. L'Union européenne, comme le Vatican, a réaffirmé son soutien aux résolutions de l'ONU et à la solution à deux Etats conforme à ces résolutions.

En ce 10 décembre, journée internationale des droits humains, le président français a manqué de prendre l'initiative politique qui était et demeure vivement attendue de la France à travers le monde pour relancer un véritable processus politique de paix au moyen d'une médiation internationale multilatérale.

Le président français qui recevait dimanche le premier ministre israélien a « *désapprouvé* » Donald Trump et qualifié de « *regrettable* » le pas franchi par l'administration américaine, et redit l'attachement de la France au droit international, aux résolutions de l'ONU et à la solution à deux Etats.

Emmanuel Macron a évoqué un « *gel de la colonisation* » mais a préféré renvoyer les protagonistes à un hypothétique tête-à-tête en appelant Benjamin Netanyahu à « *des gestes courageux envers les Palestiniens* » pour « *sortir de l'impasse actuelle* ».

La colonisation et l'occupation israéliennes redoublent de violence à l'égard du peuple palestinien ; les habitants de Gaza, prisonniers d'un blocus illégal, sont bombardés quasi quotidiennement par l'armée israélienne. La paix, une paix juste, une paix durable, n'attend plus. [...] ✪

PLANÈTE

Turquie

Un appel lancé à tou.te.s les élu.e.s de France



Nous sommes une quarantaine d'observateurs européens en route pour assister aux procès de Figen Yuksekdag et Selahattin Demirtas, co-présidents du HDP. Le tribunal a été installé anormalement dans les locaux de la prison où Figen est incarcérée à une soixantaine de kilomètres d'Ankara, dans un campus infranchissable, au milieu d'une plaine immense cernée de collines enneigées. À la descente de nos cars, un vent puissant et un froid glacial nous transpercent en deux minutes. Nous resterons là trois heures, sans pouvoir entrer, malgré toutes les tentatives des avocats. Des policiers forment un mur noir sur plusieurs rangées. Nous protestons sans reculer, levant haut passeports, cartes d'élus, de diplomates, de parlementaires européens. Rien n'y fait. En vérifiant de temps en temps qu'il vous reste toujours votre nez et vos pieds, vous êtes en train de vivre en direct l'arbitraire. « *Il faut venir voir pour comprendre* », réagit Jean-Paul Lecoq, député communiste à l'Assemblée nationale, membre de la commission des Affaires étrangères¹.

Dans cette Turquie, les lois ne comptent plus. Sa Constitution prévoit que les audiences des procès sont ouvertes au public. Comme nous le rappelle une avocate anglaise, « *la justice doit être vue et entendue pour être rendue* ». Pour nos amis Figen et Selahattin, cet accès public est interdit et le co-président ne peut même pas être présent physiquement. Alors que la liste nominative des observateurs avait été officiellement remise par les avocats, le document est déclaré inconnu par le président de la Cour. Les avocats la lui remettent cette fois en mains propres, l'obligeant à nous autoriser oralement à entrer. Le procureur et le chef de la police s'y opposent et ils auront le dernier mot.

Il en va ainsi des procès et des condamnations. Des dirigeants politiques sont emprisonnés et jugés pour avoir joué leur rôle de dirigeants politiques, et leurs avocats travaillent contre la montre, avant d'être arrêtés pour avoir fait leur travail d'avocats... Les 500 pages d'accusations contre Selahattin Demirtas correspondent à des discours publics, notamment en soutien aux Kurdes

engagés contre Daech à Kobanê. Des procès sans délit et une justice accusant sans preuve de « terrorisme » ceux-là même qui le combattent, les universitaires, les journalistes, les syndicalistes, et particulièrement les élus du HDP. 10 000 militants sont poursuivis et sans cesse harcelés entre gardes à vue, emprisonnement, relâche, emprisonnement... 5 000 affrontent les conditions inhumaines dans les prisons, les fouilles corporelles systématiques et dégradantes, la torture, les viols.

Signe de force de RT Erdogan ? Il se trouve de plus en plus isolé dans son pays et dans la région, de plus en plus discuté, y compris dans son camp. Les populations sont fatiguées. La situation économique catastrophique. Hisyar Ozsoy, chargé des relations internationales au HDP, insiste : « *Il a besoin de gagner du temps pour détruire les institutions, l'Europe doit réagir rapidement, faute de quoi elle-même en subira les lourdes répercussions. Nous avons besoin que l'Europe soit ferme sur ses principes. Il ne faut pas avoir peur de faire pression par des sanctions économiques. Ce sont les seuls arguments qu'il entend.* »

Être ferme avec RT Erdogan, sans isoler la Turquie, c'est renforcer notre soutien aux démocrates qui lui résistent. C'est répondre à l'appel du HDP qui demande à tous les élus de France de parrainer leurs élus emprisonnés. C'est participer en grand nombre à la prochaine audience le 14 février 2018. Cette fois-ci, S. Demirtas sera présent physiquement. En nous remerciant de ce premier résultat, Hisyar Ozsoy conclut : « *Ensemble, nous pouvons stopper Erdogan.* » ✪

Sylvie JAN
présidente de France-Kurdistan
sylvie.jan@free.fr

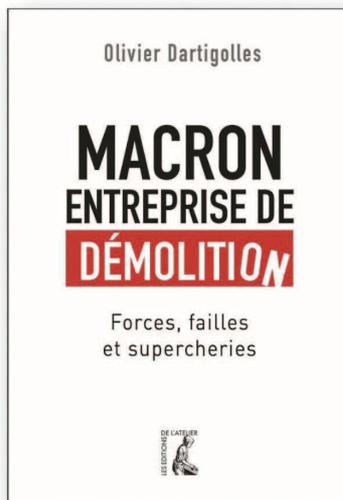
1. Voir vidéo de Jean-Paul Lecoq sur la page Facebook « Les députés communistes ».

MACRON, ENTREPRISE DE DÉMOLITION

Forces, failles et supercherries

Olivier Dartigolles (144 pages, 10 €)

L'entreprise Macron est en marche. Le sprint libéral et autoritaire prend les allures d'une attaque tous azimuts. Quel dessein poursuit le Président de la République ? Face à cette avalanche de mesures favorisant l'accumulation des richesses par quelques-uns, défaisant la solidarité et comprimant les libertés, comment sortir de la sidération et du fatalisme ? Quel avenir pour la France et l'Europe ? Quel horizon pour les valeurs qui conjuguent progrès humain et préservation de la planète ? Cet essai incisif décrypte le sens des décisions d'Emmanuel Macron. Il décrit comment, sous sa conduite, les « premiers de cordée » agissent avec rapidité, froideur et méthode. Leur but ? Placer la France dans les standards de la compétition néolibérale mondiale et, pour cela, défaire pièce après pièce le pacte social français. Macron a-t-il partie gagnée ? En analysant la mise en oeuvre de cette entreprise inédite, ce livre en dévoile les forces mais aussi les faiblesses... et les supercherries. Pas pour assister au spectacle de la démolition mais pour construire dès aujourd'hui une réplique émancipatrice et offensive à cette régression. Olivier Dartigolles est porte-parole du Parti communiste français et conseiller municipal de Pau.



COMMANDE des organisations
 Règlement à l'ordre du PCF à :
 PCF, Jean-Louis Le Moing,
 2, place du Colonel-Fabien
 75019 Paris
 Prix préférentiel pour les fédérations

Renseignements
 Alain Feuchot – afeuchot@pcf.fr
 (Tél. : 01 40 40 11 11)

MERCREDI 13 DÉCEMBRE À 19 H À LA FÉDÉRATION PCF 91

69, rue d'Angoulême / Corbeil-Essonnes

Rencontre-débat avec Olivier DARTIGOLLES

Participation de : • Monique TROALEN, CNL • Michèle PLOTTU et

Gilles RÉMIGNARD, Comité de défense des hôpitaux publics • Lamine CAMARA, conseiller régional • Des militants syndicalistes et associatifs.

Culture / 2018

Pour une convention nationale

Le 22 novembre dernier, le PCF adoptait une déclaration pour dénoncer le bradage austéritaire du ministère de la Culture et appelait les communistes à se remettre au travail sur l'art, la culture et l'éducation populaire. Extraits.

On sait la place minime qui fut celle de la culture dans la dernière campagne présidentielle, et notamment le laconisme du programme électoral de l'actuel président de la République. Sans doute notre responsabilité collective est-elle engagée ; sans doute payons-nous la sous-estimation de cette question par les forces politiques de la gauche de transformation du pays. Le Parti communiste propose une politique culturelle alternative à celle que l'ultralibéralisme tente de nous imposer depuis ces dernières années, mais force est de constater qu'elle reste très peu connue. Nous ne pouvons nous en satisfaire. Retrouvons notre capacité de combat. Mobilisons-nous tous pour défendre les conquêtes de la Libération et des années qui ont suivi en matière de politiques culturelles publiques. Mais cela ne suffira pas. Des enjeux nouveaux surgissent. La révolution numérique, entre aliénation et émancipation, bouleverse le rapport au travail en général, artistique en particulier, mais nous devons lutter contre l'emprise financière mondialisée des GAFAs. La fin du XX^e siècle a vu une considérable expansion de la décentralisation, et une importante montée en puissance des collectivités locales dans le champ culturel. Mais les récentes réformes institutionnelles, redécoupage régional, remise en cause des départements, « métropolisation », ainsi que

l'étranglement des budgets des collectivités suite aux transferts de charges, conjugués aux baisses des dotations, ont dangereusement fragilisé la capacité d'intervention des collectivités. Mobilisons-nous aussi pour de nouvelles avancées. Nous pensons la création artistique et l'éducation populaire comme condition de l'émancipation ! Il s'agit de libérer l'imaginaire pour nous libérer des aliénations que nous impose le système dominant et ouvrir la voie à une alternative de progrès. Portons pour cela un nouveau rapport entre l'art, la culture, la démocratie et la politique, entre les créations et l'éducation artistique, entre les œuvres, les artistes et l'éducation populaire. Ouvrons une nouvelle ère où l'universalité intégrerait la diversité culturelle du monde. Portons l'ambition de refonder un nouveau service public de l'art, de la culture et de l'éducation populaire pour en faire un véritable bien commun. Remettons-nous au travail ! Pour notre part, nous avons décidé de fonder un Réseau national et décentralisé pour l'art, la culture et l'éducation populaire afin de préparer une Convention nationale qui se tiendra fin septembre 2018, ouverte à tous ceux et toutes celles qui veulent mener avec nous ce combat décisif pour l'avenir. ✪

Parti communiste français



COOPÉRATIVE DES IDÉES 93

Rencontre sur le thème "Histoire, identité, citoyenneté à l'école : quel enjeu émancipateur ?"

Avec Sophie Mazet, professeure au lycée Auguste-Blanqui de St-Ouen, auteure de "Manuel d'autodéfense intellectuelle", et Patrick Boucheron, professeur au Collège de France ; il a dirigé "L'histoire mondiale de la France".

MERCREDI 13 DÉCEMBRE 18 H 30

La coopérative des idées, 14 rue Victor Hugo, Pantin

Question d'expression

La veille de son intronisation, Laurent Wauquiez répondait aux questions des *Echos* sur sa politique économique. La politique économique de Macron est-elle à rejeter ?, lui demande-t-on. « *Bien sûr que non* » répond catégorique le nouveau patron de LR. « *Il y a des mesures techniques qui vont dans le bon sens* », ajoute le rhône-alpin. Lesquelles ? « *La loi travail* » (devenue soudain de simples mesures techniques). Mais, tonne le chef de la droite, « *Macron ne s'attaque pas à la dépense publique !* » Ah bon, on avait cru pourtant... Bref, des propos un peu tarabiscotés qui font penser, allez savoir pourquoi, à cette sortie d'Alan Greenspan, l'ancien président de la FED américaine : « *Si vous avez compris ce que je vous ai dit, c'est que je me suis mal exprimé.* » ✪

Gérard Streiff

Marchais L'expo

Du 28 novembre 2017 au 15 janvier 2018
 Du lundi au samedi de 10h à 18h30 - Entrée libre
 (sauf les samedis 23, 30 décembre et 6 janvier)

Espace Oscar Niemeyer - 2, place du Colonel-Fabien
 Paris 19^e - M^o Colonel-Fabien

SOUSCRIPTION

Je verse : euros

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL Ville

Chèque à l'ordre de "ANF PCF"

2 place du Colonel-Fabien • 75167 Paris Cedex 19

<http://adhesion.pcf.fr/soutenir>

Si vous êtes imposable vous pouvez déduire 66 % de ce montant.